

SOLIDARITÉ ÉTUDIANTE

Journal des luttes de Solidaires Étudiant-e-s, n°1 / Sept. 2026

ON LANCE NOTRE JOURNAL !



10^e Congrès de Solidaires étudiant-e-s

Fédération



Fin Juin 2026 a eu lieu le 10^e Congrès de Solidaires étudiant-e-s. Un moment fort de la vie de notre syndicat pour faire évoluer nos lignes et nos analyses politiques, débattre ensemble et se donner les moyens de lutter jusqu'à la victoire dès la rentrée !

Ce congrès revêtait une importance particulière car il marquait le dixième de notre fédération mais aussi car en cette année 2026 nous fêtons les 30 ans de SUD étudiant, le syndicat qui a donné naissance à Solidaires étudiant-e-s.

Pour marquer le coup, nous avons décidé de placer ce congrès sous le signe de l'internationalisme, en invitant des délégations de **camarades d'organisations de jeunesse et étudiantes du monde entier** pour discuter de la solidarité internationale à mettre en œuvre pour abattre le capitalisme et l'impérialisme, et pour la construction d'un enseignement supérieur accessible à toutes et tous, gratuit et réellement émancipateur. De ce constat est sortie **une déclaration commune** à nos organisations afin de réaffirmer l'importance de l'internationalisme, et de la **solidarité entre étudiant-es et travailleur-ses**, dans la **lutte pour une société débarrassée du capitalisme, de l'impérialisme et de toutes les oppressions**.

Ce congrès a aussi été l'occasion pour notre syndicat de se doter d'une position claire **anti-abolitionniste, anti-prohibitionniste et anti-réglementariste** de soutien à l'auto-organisation syndicale des **travailleur-ses du sexe** (à retrouver sur nos réseaux et sur notre site web).

Après ce congrès, nous sommes prêt-es pour les luttes à venir, en premier lieu contre l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-es. **Tous·tes ensemble, dès la rentrée, reprenons l'offensive !**



Scan ce QR code pour lire la motion internationale

Dans ce numéro

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

Notre 10^e Congrès.....p1

Suppression des APL ?.....p2

Contre le permis de tuer :
en manif le 20/09.....p3

163 000 candidat-es sans fac : le
tri social de Parcoursup.....p4

Hausse des frais d'inscription :
jusqu'à 1500€ l'année ?.....p5

Luttes locales & jeu du n°.....p6

Alors que les étudiant·es subissent déjà de plein fouet la précarité, le gouvernement prépare une nouvelle offensive contre leurs droits sociaux. Un rapport conjoint de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), commandé par Matignon et rendu public cette semaine, qui vient d'être censuré par le gouvernement qui refuse de l'assumer, propose notamment de revoir profondément le calcul des APL versées aux étudiant·es rattaché·es fiscalement à leurs parents.

La mesure proposée est claire : intégrer les revenus des parents dans le calcul des APL étudiantes. D'après les simulations reprises dans le rapport, 310 000 foyers sur environ 700 000 bénéficiaires seraient concernés par une baisse de leur aide et 200 000 en perdraient totalement le bénéfice. À la clé pour l'État : 550 millions d'euros d'économies par an, soit environ un tiers des montants d'APL versés aux étudiant·es.



Nour beaucoup, les APL constituent précisément l'une des rares aides sociales calculées à partir de leur situation propre et non uniquement de celle de leur famille. En intégrant les revenus parentaux dans le calcul de l'aide, le gouvernement ferait donc le choix de considérer que les parents doivent financer les études et le logement de leurs enfants, y compris lorsque ceux-ci ne disposent pas concrètement de cette aide familiale. Nous refusons cette conception de l'autonomie étudiante.

L'APL doit être calculée en fonction de la situation de l'étudiant·e qui occupe son logement, pas en fonction du patrimoine ou des revenus de personnes qui ne vivent pas avec lui ou elle.

Le montant annoncé est révélateur des priorités gouvernementales. Pour économiser 550 millions d'euros, le rapport propose de réduire les aides au logement de centaines de milliers d'étudiant·es. Dans le même temps, l'ensemble des mesures étudiées par l'IGF et l'IGAS pourrait générer 4,2 milliards d'euros d'économies à terme, dont 2,5 milliards à court terme. Encore une fois, ce sont les droits sociaux qui sont présentés comme une dépense à réduire alors que des milliards sont dépensés pour l'armée et la militarisation de la jeunesse.

550 MILLIONS D'EUROS PRIS DANS LES POCHES DES ÉTUDIANT·ES

En 2024, 18,6 % des 18-29 ans vivaient sous le seuil de pauvreté en France selon l'Insee et 1 étudiant sur 2 saute un repas par jour. Il manque des centaines de milliers de logements CROUS pour les étudiant·e·s mais la priorité gouvernementale est de réduire encore davantage les aides aux plus précaires.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement vient déjà de restreindre l'accès aux aides au logement pour les étudiant·es extra-communautaires non boursier·ères parce que cette politique est non seulement anti-sociale mais également raciste. Le gouvernement commence donc par exclure une partie des étudiant·es étranger·ères, puis envisage désormais de réduire les APL de centaines de milliers d'étudiant·es supplémentaires. Solidaires Étudiant·e·s refuse que le budget 2027 soit construit sur le dos des étudiant·es. Même si les propositions de l'IGF et de l'IGAS ne constituent pas encore des décisions gouvernementales, elles donnent une indication très claire des choix envisagés pour les prochains mois. Le gouvernement devra donc nous trouver sur son chemin s'il décide de transformer cette recommandation en réforme. Cette logique doit cesser.

Depuis 2017, les gouvernements successifs ont multiplié les mesures qui dégradent les conditions de vie et d'études : baisse des APL, absence de revalorisation des bourses, multiplication des frais d'inscriptions par 16 pour les étudiant·es étranger·ères non-européen·nes ...cela doit cesser !

NOUS EXIGEONS :

- **L'abandon définitif de toute réforme visant à intégrer les revenus parentaux dans le calcul des APL étudiantes**
- **La revalorisation des APL pour l'ensemble des étudiant·es, quelle que soit leur nationalité**
- **Le rétablissement des droits aux APL pour les étudiant·es extra-communautaires non boursier·ères**
- **Une véritable politique d'autonomie financière des étudiant·es à travers l'établissement d'un salaire étudiant**
- **La construction massive de logements publics et de logements CROUS, à des loyers réellement accessibles.**

Nous appelons tous·tes les étudiant·es à venir se mobiliser contre cette casse de nos droits à étudier dans des conditions dignes le 15 septembre dans la rue partout en France !

L'Assemblée nationale vient de franchir un nouveau seuil dans la construction d'un État autoritaire. En adoptant la proposition de loi instaurant une présomption de légitime défense, et, dans les faits, une présomption de légalité des tirs, pour les forces de l'ordre, le pouvoir politique choisit toujours son camp : celui de la police, de l'ordre sécuritaire, de l'impunité d'État. Lorsqu'un policier tire, blesse ou tue, il ne doit jamais être cru sur parole. Il ne peut y avoir aucune présomption de légitimité quand c'est l'État qui exerce la violence. Ce texte inverse cette logique. **Il ne protège pas la population : il protège l'appareil répressif.** Il crée plus d'impunité. Il ne répond pas aux violences sociales : il arme juridiquement celles qui les répriment. C'est un déplacement insupportable de la charge de la preuve. Demain, les victimes, leurs proches, leurs familles, souvent déjà confronté·es au deuil, à la précarité, au racisme institutionnel, au mépris médiatique et à la violence judiciaire, devront redoubler d'efforts pour démontrer que l'État n'avait pas le droit de tirer. Autrement dit : quand l'État tue, il partirait avec une longueur d'avance.



Nous refusons cette logique. La police servira toujours les intérêts du pouvoir bourgeois. **Nous savons qui sera visé en premier.** Les jeunes racisé·es, les habitant·es des quartiers populaires, les personnes exilées, les sans-papiers, les travailleur·ses précaires, les militant·es, les personnes lgbti, **les personnes déjà contrôlées, humiliées, surveillées et frappées par la police seront les premières exposées à cette nouvelle protection légale de la violence d'État.**

Ce texte n'arrive pas de nulle part. **Il s'inscrit dans une séquence longue** : loi sécurité globale, criminalisation des mobilisations sociales, répression des quartiers populaires, violences policières contre les mouvements écologistes, féministes, antiracistes, syndicaux et étudiants, multiplication des nasses, gardes à vue militantes, interdictions de manifester, intimidations administratives et judiciaires, etc..

Pendant que les étudiant·es crèvent de faim, renoncent aux soins, dorment dans des logements insalubres ou abandonnent leurs études faute de moyens, l'État trouve toujours le temps et l'argent pour renforcer son arsenal répressif.

Pas d'argent pour les bourses, les logements, les universités, les repas à prix social, les services de santé, mais toujours plus de moyens pour contrôler, réprimer, ficher, mutiler et tuer. **Cette loi est une loi de classe, elle protège celles et ceux qui maintiennent l'ordre social contre celles et ceux qui le subissent.** Elle protège la violence institutionnelle contre les vies populaires. **Elle protège l'État contre ses victimes.**

Nous revendiquons l'abrogation des dispositifs ayant élargi l'usage des armes par la police, l'interdiction des armes mutilantes dans le maintien de l'ordre, l'interdiction des techniques d'immobilisation dangereuses, la dissolution des brigades violentes et racistes, la fin des contrôles au faciès, la création d'un organe réellement indépendant chargé d'enquêter sur les violences policières, et la protection effective des victimes, familles et témoins, et en conclusion l'abolition de la police, le bras armé de l'état capitaliste bourgeois. Nous revendiquons aussi l'arrêt immédiat de la criminalisation des mouvements sociaux, syndicaux, antifascistes, antiracistes, féministes, écologistes et étudiants. **Les colères populaires ne sont pas un problème d'ordre public : elles sont la réponse légitime à un système violent.**

Face à l'État policier, notre réponse doit être collective. Nous appelons les organisations syndicales, collectifs de quartiers, associations antiracistes, organisations de jeunesse, collectifs féministes, écologistes et forces sociales à construire **une riposte commune contre l'autoritarisme, le racisme d'État et l'impunité policière.**

Nous ne laisserons pas l'État transformer ses armes en droit, ses violences en ordre public, et ses morts en dommages collatéraux.

Face à leur monde autoritaire, nous opposons notre solidarité de classe, et face à leur police, nous opposons nos luttes. Afin de faire vivre cette solidarité de classe, nous remercions et saluons la **collecte de don 1 euro contre les violences policières** qui vise à prendre nos responsabilités et reconstruire la dignité des familles endeuillées et survivantes de violences policières.

Nous appelons à rejoindre toutes les manifestations et actions collectives du 20 septembre contre cette loi !



163 000 candidat·es sans fac : Parcoursup, machine de tri social

À l'issue de la phase principale de Parcoursup, 163 372 candidat·es ont traversé la procédure sans recevoir la moindre proposition d'admission. Parmi eux, 126 652 attendaient encore qu'une place leur soit accordée, tandis que 36 720 avaient déjà quitté la plateforme sans avoir reçu aucune proposition. Derrière les pourcentages rassurants et les mensonges du gouvernement, ce sont des vies suspendues, des projets brisés et une génération sommée d'accepter la formation qu'on voudra bien lui laisser (quand on lui en laisse une).

Parcoursup remplit exactement la fonction pour laquelle la plateforme a été conçue : organiser la pénurie, trier la jeunesse et faire porter aux candidat·es la responsabilité d'un manque de places décidé par l'État. Parcoursup est une machine de tri social. La plateforme organise la compétition entre les jeunes pour accéder à des places que l'État refuse délibérément de créer. Elle transforme le droit d'étudier en privilège, la pénurie en sélection et l'austérité en prétendu échec individuel. L'État n'a pas simplement « abandonné » sa jeunesse par négligence : il la sacrifie consciemment au nom de l'austérité.

Mais tout le monde ne subit pas cette violence de la même manière. Les familles les plus riches peuvent payer une école privée, financer un logement à l'autre bout du pays ou supporter une année sans études. Les jeunes des classes populaires, eux, n'ont aucune porte de sortie. L'absence de proposition signifie alors l'entrée forcée sur le marché du travail, la précarité, l'isolement, l'endettement ou l'abandon définitif de leurs projets. Parcoursup ne classe pas seulement des dossiers. Parcoursup décide qui aura le droit de construire son avenir et qui devra rester sur le bord de la route.

La plateforme reproduit les inégalités de classe, renforce la ségrégation scolaire et fait payer aux plus précaires des décennies de destruction méthodique du service public de l'enseignement supérieur.

On nous baratine avec le « mérite » pour ne pas parler du manque de moyens, d'« orientation » pour ne pas parler de sélection, et on nous invoque les « choix individuels » pour dissimuler une politique collective d'exclusion.

Pendant que les universités publiques sont méthodiquement étranglées, le privé prospère sur la détresse organisée.

À chaque candidat·e rejeté·e, les écoles privées avancent leurs frais d'inscription exorbitants, leurs crédits étudiants et leurs diplômes transformés en marchandises. L'État fabrique la pénurie dans le public, puis livre la jeunesse au marché de l'éducation.

Ce système n'a rien d'un accident. Il organise un transfert massif : toujours moins de moyens pour le service public, toujours plus de profits pour les marchands de diplômes. Les familles qui peuvent payer achètent une porte de sortie. Les autres restent devant la porte.

Nous refusons que l'avenir de la jeunesse dépende du revenu des parents, du lycée fréquenté, du code postal, de la possibilité de déménager ou de la capacité à contracter plusieurs milliers d'euros de dette.

Nous exigeons :

- l'abrogation immédiate de Parcoursup et de toute sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur public ;
- la création immédiate de places à hauteur des besoins réels, dans toutes les filières et sur tous les territoires ;
- un financement massif et pérenne des universités, accompagné du recrutement de personnels titulaires et de l'ouverture des formations nécessaires ;
- la gratuité réelle de l'enseignement supérieur, sans frais cachés, sans frais différenciés et sans dépendance à l'enseignement privé ;
- un salaire étudiant permettant à toutes et tous d'étudier sans devoir travailler pour survivre ;
- la garantie d'une place dans une formation publique choisie pour toute personne souhaitant poursuivre des études supérieures.

Seules la lutte et l'organisation pourront imposer un enseignement supérieur public, gratuit, émancipateur et ouvert à toutes et tous.

**Parcoursup doit disparaître !
À bas la sélection !**

Calendrier de Solidaires étudiant·e-s

Grenoble 10/09 - 12h à 17h - Stand au forum des assos (à MUSE)

Fête de l'Humain 11/09 au 13/09 - Venez nous rencontrer sur le stand de Solidaires !

15/09 - JOURNÉE DE MOBILISATION NATIONALE CONTRE LES FRAIS DIFFÉRENCIÉS

Montpellier 17/09 - 18h - Réunion de présentation du syndicat

20/09 - JOURNÉE DE MOBILISATION "NON AU PERMIS DE TUE"

Bientôt une augmentation des frais d'inscription pour tous·tes les étudiant·es ?

Après s'en être pris aux étudiant·es étranger·es, le gouvernement veut généraliser son attaque !

**communiqué paru
le 17 juin 2026**

À peine un mois après la publication du décret raciste et antisocial imposant les frais d'inscription différenciés pour la majorité des étudiant·e·s étranger·ère·s non-européen·ne·s, le ministère de l'enseignement supérieur revient à l'attaque sur la question du prix à déboursier pour pouvoir étudier, et cette fois-ci cela concernerait bien tous·te·s les étudiant·e·s !

En effet, depuis plusieurs mois, le ministère a réuni des "Assises de l'Enseignement Supérieur" pour réfléchir à l'avenir des universités, notamment en ce qui concerne leurs budgets. Le tout bien évidemment dans une perspective capitaliste et néolibérale de sélection pour faire de l'université un lieu réservé aux enfants de bourgeois·e·s. Le rapport de ces "Assises" n'a pas encore été publié, cependant le ministère a commencé à dévoiler son projet lors du dernier CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche). Hier, le ministère de l'Enseignement supérieur a ainsi annoncé faire passer de 2,5 % à 10 % la part du budget des universités financée par les frais d'inscription.

L'État se désengage du financement de l'université publique et ce sont les étudiant·e·s qui devront compenser en payant 4 fois plus pour étudier ! **Entre 900 et 1500 euros l'année d'étude !**

Depuis des années, Macron et ses gouvernements attaquent l'université publique. Après les frais d'inscription exorbitants imposés aux étudiant·e·s étranger·ère·s avec la politique « Bienvenue en France », ils s'attaquent désormais à l'ensemble de la jeunesse. Leur objectif est simple : faire de l'accès à l'université un privilège réservé à ceux qui peuvent payer.

Les écoles d'ingénieur·e·s subissent déjà de leur côté, des augmentations de leurs frais d'inscription. On peut citer les écoles du groupe Mines-Telecom qui voient leurs frais augmenter de 30% entre 2024 et 2027, pour atteindre des sommes allant de 3400 à plus de 4800 euros par an. Cela renforce encore plus cette fabrique à élitisme partout, enlevant de fait le droit aux prolétaires de devenir ingénieur·e·s. Le gouvernement veut multiplier par 4 les frais d'inscription, ce qui va endetter les étudiant·e·s encore plus pour payer leurs études. Le renforcement de l'autonomie financière des universités, va amener celles-ci à rechercher des financements privés, pour compenser la perte de l'argent public, en se tournant vers des entreprises écocidares et génocidaires comme Thalès ou Total.



Ce projet du gouvernement c'est : moins d'argent public, plus de sélection sociale et plus de dépendance aux entreprises génocidaires. Alors que la précarité étudiante explose, que des millions d'étudiant·e·s sautent des repas, renoncent à des soins ou vivent dans des logements indignes, le gouvernement trouve une nouvelle fois des milliards pour l'armée mais prétend ne plus pouvoir financer correctement les universités. Ce choix est politique. Nous refusons une université à l'américaine où les étudiant·e·s s'endettent pour étudier. Nous refusons que l'avenir de l'enseignement supérieur soit dicté par les logiques du marché. Nous refusons que le droit aux études dépende du portefeuille des familles.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST UN DROIT, PAS UNE MARCHANDISE.

Solidaires Étudiant·e·s appelle les étudiant·e·s à s'organiser et à se mobiliser contre cette nouvelle offensive. Face à la casse du service public, face à la sélection sociale et à la marchandisation de l'université, nous construirons le rapport de force nécessaire pour faire reculer le gouvernement. Aucune victoire ne sera obtenue sans mobilisation et organisation collective ! Rejoins la lutte contre l'augmentation des frais d'inscription !



Scan ce QR code
pour regarder et
partager notre vidéo
sur cette attaque

REJOINS SOLIDAIRES ÉTUDIANT·E·S !

LE SYNDICAT DE LUTTE, DE CLASSE ET RÉVOLUTIONNAIRE !



Les glorieux mots-croisés de SESL

Un petit jeu



SOLIDARITÉ ÉTUDIANTE

Journal des luttes de Solidaires étudiant-e-s

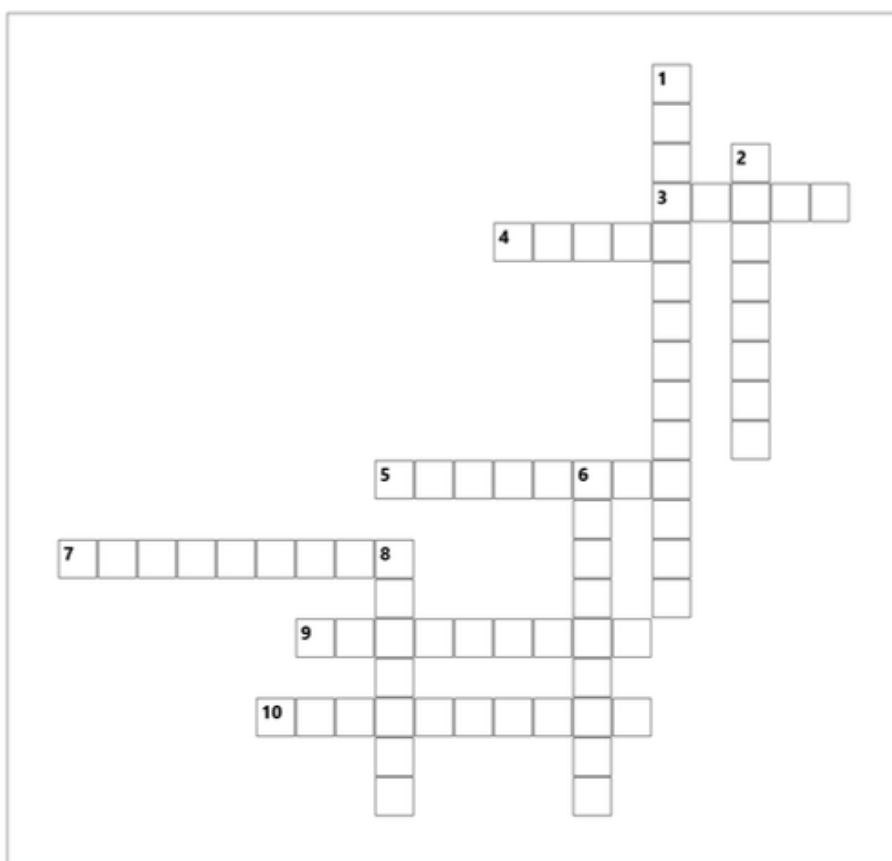
Pour rester informé-e de l'actualité des luttes dans l'Enseignement supérieur, lire nos analyses et plus encore !



Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes



contact@solidaires-etudiant-e-s.org



Horizontal

3. Lieu où beaucoup d'étudiant-es mangent le midi.
4. Ce qui augmente chaque année et complique la vie étudiante
5. Organisation qui défend les étudiant-es.
7. Beaucoup d'étudiant-es en souffrent à cause du coût de la vie.
9. Ce que nous voulons pour les études : elles doivent être...
10. Quand on agit toutes et tous ensemble, c'est la...

Vertical

1. Nous refusons le racisme, le sexisme, les LGBTphobies et toutes les...
2. Nous nous battons pour qu'il soit accessible à toutes et tous.
6. Les étudiant-es peuvent s'y organiser ensemble pour défendre leurs droits
8. Ce que nous défendons contre les discriminations.